



Compte-rendu du webinar "Quels communs territoriaux ? innovations et adaptations dans un contexte de crises"

Le 17 décembre à 17H, animation par Gilles Berhault

Intervenants : Charles-Benoit Heidsieck (Président du Rameau), Thomas Friang (Fondateur d'Open Diplomacy), Blandine Aubert (ADEME)

Discutants : Françoise Maine (Les Ateliers Jean Moulin), Jean Karinthi (L'Hermitage), Florent Dutrieux (Volume Ouvert), Julie Chabaud (LaBase)

INTRODUCTION ET ANIMATION : Gilles Berhault (Fondation des Transitions)

Le Jeudiminar "Quels communs territoriaux ? innovation et adaptation dans un contexte de crises" pose la question de la définition des communs et de leurs enjeux sur les territoires, à toutes les échelles.

L'Université des Transitionneurs "Faire territoire, en confiance et en proximité, en responsabilité écologique, et sans exclusions" s'est organisée en présentiel ou en distanciel, selon les possibilités des tiers lieux. Un approfondissement des projets initiés pendant la rencontre des 3 et 4 décembre est envisagé sur le site archéologique de Bibracte (Saône et Loire) quand ce sera possible.

MOT D'INTRODUCTION

Délégué général du think-do-tank La Fondation des Transitions, Gilles Berhault s'intéresse à la dynamique créée autour de ces Jeudiminars et de la rencontre des Transitionneurs (3 et 4 décembre 2020) pour introduire la question des communs. Il veut rendre compte de l'importance de la place des territoires dans les enjeux de transition. Se demander qui incarne ces transitions ne suffit plus, il faut s'engager dans le concret, le concret, pour aménager ces espaces et trouver de nouveaux modes de gouvernance.

« Nous avons vraiment besoin de mieux travailler ensemble, de trouver des mécanismes, et c'est l'objet du travail que nous allons faire ensemble, à la fois dans les Jeudiminars, les ateliers de l'Université des Transitionneurs et la rencontre des responsables des tiers lieux à Bibracte. »

Intervention de Richard Collin, expert en intelligence collective

"Les communs ne sont pas nouveaux, mais nous nous plaçons dans un contexte posant la question suivante : dans quelle mesure les communs peuvent constituer le moteur de la transition en cours ? Il s'agit d'inventer quelque chose en dehors de la dualité État/marché. Les communs touchent la capacité d'agir ensemble autour de ressources partagées pour les gérer efficacement au bénéfice de tous.

Les connaissances font partie de ces communs et cela s'est particulièrement bien traduit autour des ateliers qui ont eu lieu les 3 et 4 décembre pendant l'Université des Transitionneurs.

Nous sommes ce que nous partageons. C'est bien la question de l'intérêt général qu'il faut poser et qui implique la co-dépendance des uns et des autres."

Charles-Benoit Heidsieck, fondateur du Rameau

"J'aimerais qu'on se pose quelques questions, faut-il parler de commun au singulier ou au pluriel ? Que signifie ce "jouer collectif" que le - ou les communs – implique pour l'ensemble de ses parties prenantes ? 80% des Français considèrent aujourd'hui qu'il faut un véritable devoir d'alliance entre les collectivités territoriales, les associations et les entreprises (étude du Rameau). Ils y voient un enjeu qui dépasse la simple solidarité pour inventer ensemble des solutions, aborder la performance des organisations publiques et privées, renforcer la confiance et leur propre engagement.

Comment, au plus près des territoires et des besoins, nous inventons des solutions ? Les avancées sont fortes, nous avons tous les éléments pour espérer et c'est ce message qu'il faut diffuser !"

Thomas Friang, fondateur d'Open Diplomacy

"Avec l'Institut Open Diplomacy, nous privilégions une approche internationale de cette question des communs, et cela ne signifie pas que nous avons une analyse hors-sol. Les Rencontres du Développement Durable lancées sous le patronage du Président de la République pour le 5^{ème} anniversaire des Objectifs du Développement Durable étaient tournées vers les territoires.

L'objectif est de montrer qu'il est nécessaire de réfléchir les communs dans une perspective systémique. Le portage de cette vision globale du développement durable et des communs doit être le plus transversal possible, le plus « interministériels » en termes plus politiques. Les ODDs font office de boussole au niveau international et les besoins des territoires guident les acteurs au niveau local. À l'échelle nationale, mis à part la Charte de l'environnement, nous n'avons pas de fil rouge, ainsi les décisions sont prises un peu en zig-zag si vous me permettez.

Ce que je recommanderais, c'est bien de penser les communs dans une nécessaire distinction des domaines sans pour autant oublier l'ensemble des interactions qui existent entre eux. Il faut préserver les connexions tout en distinguant les objets les uns des autres (global/local, secteur public/privé, action/pensée, responsabilité individuelle/sociétale, génération actuelle/future)."

"Je pense qu'il faut distinguer ceux qui, entre nous, peuvent engager l'action d'une grande organisation et ceux qui peuvent s'engager au sein même de leurs foyers. Il s'agit de se saisir de cette boussole qui nous a été donnée avec les ODDs pour avoir une vision d'ensemble sur l'impact de notre organisation sur les communs.

Face au contexte sanitaire, les organisations ont perdu près de 20 ans d'action pour faire parvenir les ODDs à leurs objectifs. Quant aux individus, même si chacun peut à son échelle transformer son mode de consommation, d'investissement, de déplacement, il est aussi essentiel de ne pas les laisser porter la responsabilité de la transition.

Aussi important et symbolique que soit l'acte individuel, il ne remplace pas la capacité d'action d'un syndicat ou d'une organisation. C'est pour cela que je conseille à chacun de tout faire pour que l'organisation dans laquelle vous travaillez ainsi que vos proches s'empare aussi de ces enjeux."

Blandine Aubert, ADEME

"Cette envie de transition est heureusement bien présente et nous sommes là justement pour accompagner les personnes qui veulent la renforcer. C'est à toutes les échelles qu'il faut intervenir même si nous croyons beaucoup à l'ancrage territorial des projets et à la façon dont la société civile, les entreprises, les collectivités, tout le monde s'autorise à devenir acteur de cette transition et de ces biens communs. Comment devenir acteur de la transition énergétique de son territoire au lieu de laisser faire des opérateurs extérieurs au territoire ?"

4 témoignages de Tiers-lieux autour des communs

Françoise Maine, Les ateliers Jean Moulin

"Nous aimerions partager une initiative qui n'était pas prévue dans l'évolution de notre tiers lieu mais dont le besoin a émergé au cours de son évolution : l'hébergement des travailleurs saisonniers. Cela englobe toutes les personnes en réinsertion, les services civiques, les stagiaires, au-delà des saisonniers engagés de juin à septembre. Face à ce besoin, nous avons réhabilité 4 appartements organisés sous la forme d'une colocation. Nous revendiquons, par ce biais, un autre type d'intelligence et de compétences collectives.

Nous plaillons pour un bien commun immatériel à travers cette initiative. Les questions de territorialité sont importantes, mais créer de nouveaux habitus de travail est tout aussi primordial."

Jean Karinthe, L'Hermitage

"J'ai repris avec un collectif d'entrepreneurs sociaux un domaine de 30 hectares à une heure de Paris. En investissant le sujet de la forêt, nous souhaitons engager L'Hermitage dans son territoire. Pour rappel, il y a d'un côté les forêts domaniales (ONF) et les forestiers privés. En lançant le think-tank forêt, nous avons réalisé qu'il était très difficile de porter ce discours de "commun" avec l'ensemble des parties prenantes. Notre travail consiste à plaider pour faire comprendre que la forêt est essentielle à nos habitats.

Le commun devient d'autant plus essentiel que la gouvernance traditionnelle de l'État ou de l'économique ne fonctionnent plus. Avec nos 30 hectares de bois, nous avons essayé d'en faire un laboratoire commun des usages et de gestion commune, tout en gardant un pilotage d'acteurs variés.

Tout cela nécessite que la forêt soit un commun et que les collectivités soient au cœur du débat. Les tiers lieux deviennent des terrains de promotion des communs."

Par ailleurs Jean Karinthe met en avant le nombre de rejet massif de projets par les collectivités en raison d'une mauvaise préparation. Il demande comment faire pour faire des communs un véritable vecteur de concertation et dépasser les incompréhensions entre les parties prenantes.

Florent Dutrieux, Volume Ouvert

"Ce qui définit notre commun, c'est notre surface d'à peu près 800m². C'est un lieu qui a démarré avec un souci commun : produire localement. On a des artistes et des artisans qui se réunissent chez nous parce qu'ils ne peuvent pas trouver d'autres lieux à des prix abordables et vivre de leur métier.

Chaque résident contribue financièrement pour l'aménagement de son espace, et c'est cette mise en commun qui a permis l'ouverture de notre tiers lieu. À partir de ces actions, on peut ensuite envisager d'ouvrir ce lieu à l'extérieur, à d'autres domaines, par exemple devenir autosuffisant en énergie. Nous pouvons maintenant penser à la manière dont nous allons intégrer Volume Ouvert au quartier."

Julie Chabaud, LaBase

"Nous venons de terminer notre première phase pour la nouvelle expérimentation des Labo'Mobiles qui vont à la rencontre des gens pour recueillir leurs besoins et ainsi mieux accompagner les envies d'innovation sur notre territoire. Cette notion de bien commun a suscité beaucoup de débat et a été vécu comme une manière de s'accaparer l'espace et le débat public.

Donc nous avons terminé sur cette question : qu'avons-nous en commun ? Nous avons relevé ainsi deux communs : le premier portant sur la compréhension de notre fragilité face à la situation écologique notamment et le second portant sur nos envies et notre capacité à construire quelque chose de viable, inclusif.

Pour nous, le commun c'est cette envie de transition mais c'est aussi poser des choses concrètes, vivides, disons vitales dans sa définition."

Témoignages des participants au webinaire

Un ancien Président d'un parc naturel

"Les parcs naturels doivent être des espaces d'innovation dans tous les domaines, en particulier celles liées à la dimension sociétale. Il y a deux sujets majeurs qui doivent nous préoccuper, le climat et la biodiversité, sachant qu'ils sont intimement liés. La qualité de l'eau, la manière dont nous gérons l'eau potable est aussi un enjeu inquiétant, tout comme la qualité de l'air.

Il faut défendre une participation citoyenne forte sur ces thèmes-là ! Il y a 15 ans, on parlait de participation citoyenne et on disait que la démocratie représentative suffisait, alors qu'on se rend compte aujourd'hui que la démocratie participative est essentielle !"

Patrick Simon au Maroc

"Au Maroc, nous sommes aussi dans des cadres de territoire où il faut tout inventer, sachant qu'on ne peut rien faire sans prendre en compte l'inclusif, la transversalité et la pluridisciplinarité. Mais les défis sont aussi l'extrême ruralité du territoire, l'administration qui se cherche encore, et il faut penser cette transition dans une perspective d'évolution géopolitique complexe du pays.

Conclusion de Richard Collin

"C'est la question de la gouvernance qu'il faut aussi se poser, nous devons créer ces collectifs qui vont inventer de nouvelles institutions, de nouveaux modes de gouvernance et aller dans cette logique-là. Nous allons monter une association Les Transitionneurs qui mobiliser et nourrir en contenus les différentes actions autour de ces enjeux. Nous pensons que c'est au travers de ce genre d'initiative que le commun pendra racine et se renforcera !

Le commun c'est nous, le commun c'est vous !"

